

Pauvreté et pensée sociale¹

Résumé : Nous présenterons tout d'abord la notion de pauvreté en la contextualisant en tant que forme objectivement et universellement existante puis comme constructions sociale, résultant d'interactions avec les sociétés historiques, leurs acteurs, leurs institutions centrales. Nous aborderons ensuite quelques éléments d'une étude par entretiens (n= 80), autour de la représentation sociale de la pauvreté en région parisienne. Enfin, nous concluons sur une réflexion autour des liens entre culture et pauvreté.

Mots-clés : pauvreté, dénuement, représentation sociale, culture, enquête par entretiens

1. La pauvreté et le dénuement : un espace de contraction/expansion des représentations sociales ?

La pauvreté et les pauvres font parler et écrire depuis des lustres. Ils engendrent des visions du monde depuis des millénaires. Pour le dire autrement, ils sont, d'une certaine manière, sources et objets de thémata ou d'archétypes (qu'on peut définir très rapidement comme des représentations universellement partagées. Ils constituent un thème très ancien de réflexion, de recommandations et d'action politique, tant dans les religions monothéistes que par diverses doctrines politiques messianiques ou populistes. Il ne s'agit pas de tracer le portrait de cette longue généalogie représentationnelle, idéologique, spirituelle ou politique que d'autres ont déjà très bien réalisé². Mais il est clair que ce phénomène multiforme subit des déformations (expansion, contraction, minoration, surinterprétations, etc.) permanentes en fonction des modes d'analyse dont il est l'objet et des contextes socio-économico-historiques.

Est-il besoin de décrire, par le menu, les possibles stratégies adaptatives de tout être humain marqué, selon divers théoriciens, par une fragilité et une néoténie originelles³ ? Le dénuement est premier. La richesse et l'aisance sont secondes. Elles sont des concepts et des expériences conçus et acquis avec lenteur et souvent imaginaires ou rêvés. En effet, les rapports des diverses générations et sociétés passées, si l'on met de côté les inévitables « élites » au pouvoir (aristocraties, monarchies, oligarchies, mafias ou plutocraties), à leurs milieux de vie sont bien loin d'évoquer un niveau élevé de confort. L'accès à une certaine « civilisation » (au sens de « mode de vie permettant l'accès à un bien-être matériel ») est récent. Par exemple, les latrines qui manquent à plus de 2,5 milliards de personnes de nos jours⁴ étaient quasi absentes, en Europe, jusqu'au XVI^e siècle bien qu'on relate l'existence de telles

¹ Par Jean-Marie SECA, professeur de sociologie, Laboratoire Lorrain de Sciences Sociales, Université de Lorraine ; e-mail : jean-marie.seca@univ-lorraine.fr.

² SASSIER P., *Du Bon usage du pauvre. Histoire d'un thème politique. XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990.

³ DUFOUR D.-R., *On achève bien les hommes. De quelques conséquences actuelles et futures de la mort de Dieu*, Paris, Denoël, 2005.

⁴ (Auteur non mentionné), « L'ONU lance une campagne mondiale pour mettre fin à la défécation en plein air » : Centre d'Actualités de l'ONU. *Les dépêches du service d'information de l'ONU*, 28 mai 2014, <http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=32668#.WSmuRevyhhF>. Une journée internationale des toilettes est d'ailleurs organisée chaque 19 novembre, depuis 2013. Diverses conséquences (notamment sur la scolarisation des filles) sociales de ces défécations en plein air posent de vrais problèmes de santé publique et d'accès à l'éducation.

commodités dans les couvents et abbayes ou dans la Grèce ou la Rome Antiques⁵. On pourrait faire la liste de toutes les éléments de confort, dans la France, contemporaines, en plus de l'usage des latrines (accès à l'eau chaude, chauffage, transports rapides en commun ou individualisés, à une nourriture saine et en quantité suffisante, à une éducation élémentaire, à la dignité d'une activité professionnelle, aux cultures de masse), qui n'étaient presque jamais disponibles, en même temps, encore au XX^e siècle, en Europe, avant 1950, pour une masse importante de personnes, avec des effets d'inégalité différents, selon le degré de développement de chaque pays européen⁶.

Bien entendu, encore de nos jours, des millions d'êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté. Notons néanmoins que, d'après la Banque Mondiale, le nombre de personne vivant sous le « seuil de pauvreté » (1,90 dollars par jour, en 2016) a reculé de 2012 (12,8%, soit 902 millions) à 2015 (9,6% soit 702 millions). Cela ne signifie pas que le nombre de « pauvres » recule, évidemment. La pauvreté (relative) est toujours présente en masse tant dans les pays « riches » que dans d'autres plus à la traîne financièrement parlant, surtout depuis la crise financière de 2008. Et la pauvreté extrême n'est pas jugulée, y compris en France, où on comptait 81 000 sans-domicile-fixe en 2012. L'ONU a fixé comme objectif du millénaire la « fin de la pauvreté » (au sens de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, calculé en 2016) dans le monde en 2030. L'ONU se centre d'ailleurs de plus en plus sur l'augmentation de l'indice du développement humain, principalement en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud-est et du Sud⁷. Cet indice inclut notamment des indicateurs associés aux inégalités (de genre, de classe), à la liberté de pensée, à la démocratie et au bien-être matériel.

Le caractère « objectif », « technique », social et économique des faits de pauvreté n'est cependant pas discutable du tout. Et les indicateurs comme l'indice de développement humain l'attestent. Certes, on peut faire comme si elle n'existait pas quand on est soi-même en dehors des difficultés et de la misère. Cela se comprend car comme le disait Nietzsche, dans *La Généalogie de la morale*, p. 61, « nul bonheur, nulle sérénité, nulle espérance, nulle fierté, nulle jouissance de l'instant présent ne pourrait exister sans faculté d'oubli ». De plus, il arrive fréquemment que ceux qui sont définis comme « pauvres », par des instances administratives, ne se voient pas ainsi⁸. Le *fait de pauvreté* implique une

⁵ EVELEIGH D., *Bogs, baths and basins: the story of domestic sanitation*, Stroud: Sutton Publishing, 2002.

⁶ Nous ne pouvons appuyer sur des arguments économiques précis (statistiques historiques) cette assertion. On mentionnera un élément d'ordre général : l'invention de la société de consommation se déroule après la guerre de 1914-1980 dans les sociétés économiquement les plus avancées, comme les États-Unis, puis l'Angleterre (EWEN S., *Consciences sous influence - Publicité et genèse de la société de consommation*, trad. fr. Paris, Aubier-Montaigne, 1979 : 1^{re} édition en langue anglaise : 1976). Pour le cas de l'Allemagne, mentionnons que la culture et la consommation de masse s'y développent dans la période qui précède et couvre celle du nazisme : voir REICHEL Peter, *La Fascination du nazisme*, trad. fr., Paris, Odile Jacob, 1993 : 1^{re} édition en langue allemande : 1991. Sur le plan théorique, des travaux en économie du bonheur se multiplient, depuis une dizaine d'années, autour de cette interrogation (lien entre technologies, matérialité et sentiment de bonheur) : DAVOINE L., « L'économie du bonheur. Quel intérêt pour les politiques publiques ? *Revue économique*, vol. 60, n° 4, 2009, pp. 905-926.

⁷ JAHAN S. (dir), *Rapport sur le développement humain. Le développement humain pour tous*, New York, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2016.

⁸ A-t-on demandé aux participants du reality-show Koh-Lanta (chaîne française TF1) s'ils se sentaient SDF ou bien démunis ? Il est clair qu'ils répondraient que non. Mais plus sérieusement, la question de l'autoperception de son propre mode de vie est un élément essentiel de définition de la pauvreté. Cette piste est à creuser dans des plans d'enquêtes socio-anthropologiques, y compris en France. L'autoperception des classes sociales par ses membres les situe souvent dans les classes moyennes même s'ils sont des ouvriers boulangers, comme le rapporte R. SENNETT dans *Le Travail sans qualité*...

construction sociale évidente. Il résulte de processus complexes, tant sociaux, institutionnels, internationaux que politiques. Par exemple, dans l'IDH, les inégalités et injustices faites aux femmes sont comptabilisées. Le premier à décrire avec finesse ce processus d'abstraction du fait de pauvreté a été le sociologue allemand Georg Simmel, il y a plus d'un siècle. « *Le fait de centraliser [l'obligation d'assister les pauvres] et donc de la faire apparaître non par une visibilité immédiate mais seulement à travers le concept général de pauvreté est une des plus longues routes que les formes sociologiques aient dû parcourir pour passer d'une forme immédiate à l'abstrait*⁹. » Il se demande, en effet aussi, si la pauvreté n'est pas le résultat de l'action de traitement administratif et d'assistance dont les assistés sont l'objet. On peut dire sans conteste que si la pauvreté existe depuis des millénaires, et le dénuement, depuis l'aube de l'Humanité, sa réalité est toujours reconstruite socialement et culturellement. Ce que rajoute Simmel est qu'elle est aussi le produit de l'aide ou de l'assistance des dispositifs sociaux et de l'État. Ainsi, sa construction sociale la rend à la fois diverse et abstraite.

Ce dernier point signifie deux choses : 1. L'approche des problèmes de pauvreté doit reconnaître l'universalité du dénuement tout en le contextualisant socio-historiquement et économiquement ; 2. Étudier la représentation de la pauvreté implique donc de décrire ce que l'aide fait aux pauvres ou à ceux définis comme tels par diverses instances caritatives, associatives ou administratives. Par conséquent, l'action sur les pauvres (ou sur ceux qui entrent différenciellement dans ce périmètre) et les combats des concernés pour leur dignité impliquent l'activation de représentations sociales et de règles (administratives ou juridiques), elles-mêmes générées par la pensée sociale et politique. C'est une évidence pour ceux qui travaillent dans l'action sociale. Mais ces deux formes d'action (aide et combat pour la dignité des pauvres) conduisent à d'autres conséquences fortes sur le rapport établis par l'« aidant » avec les individus recevant l'aide. La première de ces conséquences, qui ne concerne pas les aidants, est que pour pouvoir bien agir sur le corps social et sur des difficultés, est évidemment de ne pas sombrer dans l'aveuglement ou l'oubli. La seconde est, une fois le regard décillé, de *savoir regarder*, donc de bien décrire et définir ce sur quoi et pour quoi on désirerait agir : on en passe alors inévitablement par des théories pratiques, des dispositifs de classement d'autrui et des normes du bien-vivre que sont les représentations sociales. Rappelons que l'on peut définir les représentations sociales comme un : « *système de savoirs pratiques (opinions, images, attitudes, préjugés, stéréotypes, croyances)*, générés en partie dans des contextes *d'interactions interindividuelles ou/et intergroupaux*. Ce système peut être marqué, dans sa forme comme dans son contenu, par la position sociale ou idéologique de ceux qui l'utilisent et la produisent. Les éléments qui la composent sont plus ou moins articulés et hiérarchisés entre eux. Elle est socialement déterminée. Elle peut aussi être cause ou facteur momentané de conduites et de variables d'appartenance sociale ou de statut qui la déterminent un peu plus tard. Elle se constitue à la fois comme ensemble de contenus (référents, savoirs) et comme processus (pensée évolutive, en mouvement, constructive, créatrice). Il s'agit finalement d'un assemblage structuré de *références sémantiques et cognitives (le produit ou le résultat d'un processus)*,

⁹ SIMMEL G., 1908, *Les Pauvres*, trad. fr., Paris, PUF (éd. française : 1998), p. 67.

*activées différemment en contexte, selon les finalités et les intérêts des acteurs sociaux qui s'en servent pour communiquer, comprendre et maîtriser l'environnement (celui-ci étant lui-même composé d'"objets" représentés) et leurs relations avec autrui*¹⁰. » Une représentation sociale est une production collective. Un individu seul ne peut produire à lui seul une RS. Il participe à sa genèse par ses interactions avec d'autres. Il émet des stéréotypes du pauvre, par exemple, qui sont le résultat de sa biographie et de ses connaissances acquises par la conversation ou la lecture. L'individu seul génère des attitudes, des opinions et des stéréotypes qui sont interactivement intégrés à des ensembles mentaux émanant d'institutions ou de groupes (les RS).

2. Quelques résultats d'une étude sur la RS de la pauvreté

À la suite d'une étude par entretien réalisée, par l'auteur de cet article, sur 80 personnes, en 1996-1997, on peut dire que, pour la France, et plus particulièrement, en région parisienne, la figure centrale du pauvre dans les représentations est le *sans-domicile*. Il y a fort à parier, qu'avec l'évolution des relations internationales récentes, le prototype du réfugié ou du sans-papier soit plus fréquent dans les réponses des interviewés. Bien que peu fréquent, cet item n'était pas absent des réponses des sujets interrogés, il y plus de vingt ans (1996-1997¹¹). Si l'on examine le contenu de la définition qu'en donnaient les interviewés, on remarque d'abord une très forte centration sur la *grande pauvreté* et le *dénuement matériel* (74 occurrences sur 80). La *personne sans logement* (SDF, clochards, zonards) est unanimement désignée comme le type même de cette notion (75 sur 80). Deux de nos sujets le soulignent clairement, en affirmant à propos des sans-domiciles, qu'il s'agit de la « vitrine » de la pauvreté ou de « l'image » qui vient en premier. Bien sûr, d'autres mots et d'autres concepts ont été associés à notre objet d'enquête. Mais ce qui frappe c'est la (prévisible) première place de cet état dans le comptage des fréquences thématiques.

Les *chômeurs* ou les *sans emploi* (60 sur 80) et ceux qui *ont du mal à se nourrir, fréquentent les restaurants du Cœur ou les soupes populaires* (56 sur 80) viennent juste après. La *précarité* (*extension de statut salarial à durée déterminée ou d'assistés, aux ressources proches ou inférieures au seuil de pauvreté* : 31 sur 80) ou le *manque d'argent* (59 sur 80), sont alors désignées comme des signes clairs de cette assignation au statut de pauvre. Le souvenir des bidonvilles, supprimés autour de Paris, à la fin des années soixante-dix, est objectivé plusieurs fois à travers le thème de *l'insalubrité urbaine et le fait d'être mal logé* (31 sur 80). La question des *banlieues*, des habitants des *cités HLM*, est évoquée par environ un quart des sujets. Le thème de la *frustration face aux biens de consommation et aux loisirs* (43 sur 80) évoque, par contiguïté, le mal vivre dû à l'insuffisance de ressources. Cette difficulté des « petits budgets » est l'un des seuls éléments qui décrivent une « autre » pauvreté, moins extrême, proche des gens des cités et de la réalité ouvrière ou des employés.

¹⁰ SECA J.-M., *Les Représentations sociales*, Paris, Armand Colin, 2010a, pp. 13-14.

¹¹ SECA J.-M., *Conduites minoritaires et représentations sociales*, Saarbrücken, Éditions universitaires européennes, 2010b.

Être pauvre, correspond donc surtout à un stéréotype du démuné, au fait de vivre dans la rue ou bien à la situation d'absence de (ou les difficultés liées au) logement. Les notions de *mal-être* ou de *souffrance* (49 sur 80) ou d'*isolement* (47 sur 80) y semblent associées de façon récurrente. La *solitude*, l'*isolement*, conséquences et facteurs de l'exclusion économique complètent le tableau de sa définition. Ces derniers termes soulignent la place notable du thème de la pauvreté autre que matérielle que certains expriment à travers l'énoncé de la *pauvreté en esprit* ou *faiblesse psychique* (35 sur 80) mais sans la connotation chrétienne qui peut lui être accolée originellement. Cette référence renvoie plutôt à l'idée qu'il manque aux pauvres une éducation, une maîtrise intellectuelle, voire un diplôme ou une formation, qui désignent, dans l'esprit des sujets interrogés, des éléments essentiels de réussite sociale.

L'idée que *tout le monde peut être frappé par l'exclusion* (28 sur 80) est exprimée à travers des formules telles que la *dégringolade*, le *cercle vicieux*, la *chute* (33 sur 80), proche du phénomène dit de la « nouvelle pauvreté ». On se place alors au niveau de la description d'un *processus fatal* plus que d'un état ou d'une donnée naturelle. Étonnamment, ces énoncés sur la *nouvelle pauvreté* et la *chute*, l'*enchaînement morbide* qu'elle implique, sont très peu formulés chez les sujets pauvres (2 sur 20 et 0 sur 20). La catégorie « *absence de soutien familial, divorce, séparation, décès* » fait émerger une différence entre les groupes interrogés : les sujets impliqués dans la lutte contre la pauvreté en parlent plus souvent, de façon significative (14 sur 30 contre 7 sur 30 pour les sujets non impliqués). Dans la continuité de cette différence, les impliqués sont plus nombreux à parler du *mal être*, de l'*abattement psychique* et de la *souffrance* (24 sur 30 contre 15 sur 30 chez les non impliqués).

Notons aussi que les sujets des classes moyennes non impliquées (17 sur 30 contre 7 sur 30 pour les impliqués) souscrivent volontiers à l'idée de *relativisme culturel* ou de *relativité de l'être pauvre*. Des périodes historiques, géographiques ou des situations pires que celles vécues par les pauvres en France servent de support pour spéculer sur la « réalité » de ce problème ou en atténuer, en éviter ou en reformuler la gravité. « Il y a ou il y a eu plus malheureux que... » est une formule modulatrice, sous-jacente aux propositions qui s'y rapportent. Par opposition, les sujets « pauvres » n'adhèrent pas du tout, explicitement du moins, à cette philosophie (0 sur 20). Miséreux, mendiants, sans logis ou familles en errance dans les pays du tiers monde, les pauvres sont définis aussi par le fait d'*être assistés, aidés, secourus* (21 sur 80) ou à *qui doivent s'appliquer les droits sociaux et humains élémentaires* (25 sur 80). À cet égard, les liens entre RS de la pauvreté et RS des droits de l'homme nous semblent particulièrement vifs en France.

Tableau I (tiré de Seca, 2010b, *op. cit.*) : Pour vous, c'est quoi la pauvreté ; pour vous, c'est qui le pauvre ?

Catégories thématiques \ groupes sociaux	Cm sup impliqués (n = 15) ¹²	Cm sup non impliqués (n = 15)	Cm inf impliqués (n = 15)	Cm inf non impliqués (n = 15)	Pauvres (n = 20)	Total (n = 80)
1./4. <i>Sans logement (SDF, clochard, démunis dans la rue)</i>	14	14	15	14	18	75
1./4. <i>Manque matériel total, dénuement (extrême pauvreté, en marge, souffrants, miséreux, dépendants)</i>	15	14	15	15	15	74
1./4. <i>Chômeurs, exclusion du travail, sans emploi</i>	14	9	12	12	13	60
1./4. <i>Manque de ressources, d'argent, seuil financier</i>	10	10	15	11	13	59
1./4. <i>Difficultés pour se nourrir (soupes populaires)</i>	11	11	11	13	10	56
1./4. <i>Souffrance psychique (mal être, désespoir, abattement, sans projets)</i>	13	6	11	9	10	49
1./4. <i>Solitude, isolement (manque affectif, relationnel, de parole, sans amis)</i>	12	8	11	10	6	47
1./4. <i>Nonaccès à la société de consommation (cinéma, voiture, vie « normale », standard de confort)</i>	8	8	11	11	5	43
1./4. <i>Faiblesse mentale, pauvres en esprit (peur du savoir, démunis intellectuellement ou manipulables)</i>	10	9	9	6	1	35
1./4. <i>État multifactoriel subi, accumulation de carences, processus (cercle vicieux, processus fatal)</i>	11	8	8	6	0	33
1./4. <i>Précarité (CES, stagiaires, rmistes, TUC, chômeurs « fin de droits », RMI, petits boulots, allocations diverses)</i>	11	6	4	6	4	31
1./4. <i>Mal-logés (environnement dégradé, sale, pas de chauffage ou en foyer, insalubre, bidonvilles, taudis)</i>	6	3	8	11	3	31
1./4. <i>Sans formation, sans diplôme, illettrés</i>	9	4	10	4	3	30

¹² L'effectif (n) de quinze sujets par groupe social interrogé, exception faite des « pauvres » dont n est égal à vingt, n'est pas reporté systématiquement dans les tableaux suivants.

1./4. Pas de catégorie sociale spécifique, les nouveaux pauvres (la pauvreté peut frapper tout le monde)	8	7	5	6	2	28
1./4. Tiers-monde, pauvreté internationalisée et éloignée de la France	5	9	8	5	1	28
1./4. Les pauvres sont des sans droits	10	6	3	5	1	25
1./4. Déliasion familiale (difficultés, divorces, séparations, décès)	10	1	4	6	4	25
1./4. Affirmation d'une relativité de la pauvreté (comparativement à...)	4	8	3	9	0	24
1./4. Gens des cités, des ZUP, HLM et des banlieues	5	5	7	2	3	22
1./4. Pauvreté renvoie à « mendiant », (vendeur de rue, de journaux SDF, laveurs de carreaux, quêteurs)	6	3	4	3	5	21
1./4. Ayant besoin d'être aidés, ne s'assurant pas tout seul, dépendant de la société, des services sociaux (DASS, Commune, État), secourus, aidés par des associations caritatives (Secours populaire ou catholique, Restaurants du Cœur...)	4	3	7	4	3	21
1./4. Diversité des types de la pauvreté (financière, spirituelle, corporelle)	4	5	7	1	3	20

3. Une approche de la relation « pauvreté/culture »

D'une certaine façon, il y a un lien très probable entre degré de précarité et culture au sens anthropologique du terme. Six configurations sont envisageables :

	Formes classiques de définition de la pauvreté	Formes génétiques et anthroposociales de définition de la pauvreté
Mode de consommation passive/active	Passivité face aux objets de consommation	Activité vocationnelle et créative (arts, sciences, communication, culture)
Mode de légitimité culturelle	Politique de démocratie culturelle	Autonomie des socialités « populaires » ou « de masse » (démocratisation culturelle)
Degré de conflictualité	Discrimination, rejet, domination des acteurs minoritaires	Empowerment, autogestion des acteurs minoritaires

Au départ, les politiques publiques de démocratie culturelle des années 1960 visaient à *faire accéder* les classes populaires (et « pauvres en culture », selon une définition plaquée) aux « chefs-d'œuvre de l'Humanité ». Il s'agissait à la fois de contrebalancer une prétendue inertie des « classes pauvres » vues comme « anomiques » et les effets des industries culturelles de masse. Cette politique prenait appui sur une certaine vision du Sublime. Elle fut notamment initiée en France par André Malraux, avec les meilleures intentions. De nombreuses enquêtes ont ensuite décrit un hiatus entre « cultures savantes ou légitimes » et « celles émanant des masses et minorités populaires ». À ces contrastes se sont ajoutées des influences hybrides provenant des industries culturelles et mass-médiatiques mondialisées. Imperceptiblement, aux communautés ouvrières ou quart-mondistes des bidonvilles se sont succédé les identités mondialisées, les formes métissées, les cultures jeunes, les diasporas migratoires et les zones de relégation dans les « quartiers sensibles ». Là aussi, la figure du pauvre change selon les représentations qu'on a de la légitimité culturelle et des aptitudes communicationnelles des représentants d'un « milieu défavorisé ». On sait à quel point cet élément est relié à la question générale de la domination coloniale et postcoloniale.

Seca Jean-Marie, 2017, « Pauvreté et pensée sociale », *L'Observatoire. Créateur d'échanges et de transversalités dans le Social*. Numéro 91 (juin), pp. 35-38.

À la suite de l'accès de la gauche au gouvernement, à partir de mai 1981, et dans le droit fil des critiques de Pierre Bourdieu sur les processus de distinctions associés aux classes sociales, on assiste à une réorientation progressive vers ce qu'on a ensuite appelé la *démocratisation culturelle*. On théorise et on pratique alors une vision plus proche des cultures « du pauvre », (voir Richard Hoggart). On impulse une vision élargie et participative des cultures, en y incluant les dimensions ludiques et récréatives, ainsi que les cultures jeunes dont les musiques de masse électro-amplifiées.

Il y a donc toujours eu une ambiguïté dans le rapport aux strates « pauvres » : soit on pense à développer l'idée d'élévation et d'éclairage des masses (démocratie culturelle) ; soit on considère la notion de temps libre/distraction au nom du respect de chaque posture sociale et individuelle (démocratisation culturelle). On peut certes alterner les deux attitudes et c'est ce qui se fait le plus souvent de nos jours. Ce flottement définitionnel impliquerait soit qu'on tente de faire « monter les classes vues comme faiblement éclairées », soit qu'on « descende » vers leurs besoins, quitte à ce que ces derniers soient reformulés par des spécialistes en communication, audiovisuel et culture. L'option social-démocrate, axée sur le temps libre, n'entre pas en contradiction avec celle des industries culturelles dont la méthodologie générale repose sur une approche monétarisée et marketing.

Bien entendu, les critiques de la domination culturelle n'émanent pas que sociologues bourdieusiens. Les approches marxistes sont à mentionner. Léon Trotsky, malgré sa triste célébrité de fondateur de l'Armée rouge et d'activateur de terribles répressions, notamment contre les anarchistes ukrainiens, avait écrit un livre étonnant, *Littérature et révolution*, en 1924, où de nombreuses intuitions sur la démocratisation culturelle étaient inscrites. Un peu plus tard, Antonio Gramsci allait plus loin en théorisant la notion d'hégémonie culturelle, grâce à laquelle les classes bourgeoises et capitalistes avaient la main sur les représentations idéologiques majoritaires et la domination dans les rapports de classe, dans ses fameux *Cahiers de prison*, durant l'époque fasciste. Il meurt en 1937. Il propose aussi l'idée que des intellectuels dit « organiques », émanant des milieux populaires, pourraient mieux faire la liaison entre les objectifs d'émancipation et les préoccupations des masses paysannes et ouvrières. L'*intellectuel organique* proviendrait des masses. Identique mentalement aux membres des cristaux de masse (Canetti), il connaît le langage des classes populaires. Il sait traduire, sans trahir, dans différents répertoires, ce qui s'y dit, ou s'y exprime. Le mouvement ADT-Quart-Monde utilise une conceptualisation proche pour décrire ses mouvements d'éducation populaire. Là, aussi, il s'agit de jeux de traduction et de transformation des représentations. Dans les *Cultural Studies*, on retrouve la même conception sur le fait qu'on étant familier des pauvres, on en porte mieux la parole. Richard Hoggart, initiateur de ce courant, était originellement professeur de littérature, originaire de la classe ouvrière. Il forgeait des outils d'analyse des cultures populaires à partir de cette vision. Il s'agissait d'une posture de déconstruction des représentations sociales majoritaires de la figure du pauvre, au même titre qu'Edward Saïd, lui aussi professeur de littérature, a cherché à déconstruire l'image de l'orient dans son livre, *L'Orientalisme*, publié en 1978. D'autres travaux sont en lien avec ces grilles d'analyse comme ceux sur les *représentations sociales de la folie*, dans la thèse d'État de psychologie sociale de Denise

Seca Jean-Marie, 2017, « Pauvreté et pensée sociale », *L'Observatoire. Créateur d'échanges et de transversalités dans le Social*. Numéro 91 (juin), pp. 35-38.

Jodelet, ou de l'*exclusion*, dans un livre patronné par Jean-Claude Abris, ou ceux portant sur les *minorités actives*, dont Serge Moscovici fut l'initiateur, vers la fin des années 1970. Les minorités actives, pour Moscovici, sont grosso modo l'équivalent des intellectuels organiques gramsciens. Enfin, on rappellera que toute la sociologie des *groupes amateurs de musiques pop*, effectuée par l'auteur de cet article, ressort d'une analyse des intellectuels artistes organiques des masses populaires, luttant contre une sorte de dépendance aux industries culturelles et contre l'effet d'anomie que produit l'état de passivité consommatoire.

Conclusion

Dans cet écrit, on a tenté de définir quelques enjeux de l'approche en termes de représentations sociales de la pauvreté. Nous avons voulu conserver comme référence de réflexion, dans notre analyse, le niveau intellectuel et idéologique qui conditionne la construction des préjugés et des stéréotypes. De plus, on a indiqué que la notion de pauvreté évolue avec les types de politiques publiques nationales et internationales. L'évolution de la lutte contre la pauvreté extrême, par exemple, permet de renouveler les approches du « fait de pauvreté » et les objectifs de développement, en prenant en compte l'IDH. De la même façon, l'évolution de l'actualité, depuis quelques années, met à l'agenda la figure du migrant et celle du *harraga*. Peuvent-elles tendanciellement remplacer celle du SDF ? Difficile de le dire sans enquêtes approfondies. De plus, les évolutions des industries culturelles, depuis cinquante années, sont très significatives de l'accès des masses à sorte de nouvelle hégémonie, par l'intermédiaire des industries culturelles. Là aussi, la « culture du pauvre » chère à Hoggart, ou des « gens de peu », dont parle Sansot, change peu à peu la manière dont est construite la pensée sociale sur les cultures communes.